



**Programme des
Nations Unies pour
l'environnement**



Distr.
GENERAL

UNEP/OzL.Pro/ExCom/77/6
4 novembre 2016

FRANÇAIS
ORIGINAL: ENGLISH

COMITE EXECUTIF
DU FONDS MULTILATERAL AUX FINS
D'APPLICATION DU PROTOCOLE DE MONTREAL
Soixante-dix-septième réunion
Montréal, 28 novembre – 2 décembre 2016

RETARDS DANS LA SOUMISSION DES TRANCHES

Introduction

1. En application de la décision 53/3 c)¹, le Secrétariat a rédigé le présent document sur les retards dans la soumission des tranches au titre des accords pluriannuels (APA). Le document présente les mesures prises pour donner suite aux décisions sur les retards dans la soumission des tranches adoptées à la 76^e réunion ; une analyse de chacune des tranches qui n'ont pas été soumises à la 77^e réunion ; les raisons du retrait des tranches qui ont été soumises à la 77^e réunion ; ainsi que des recommandations.

Suite donnée aux décisions prises à la 76^e réunion, relatives aux retards de soumission des tranches

2. Conformément à la décision 76/4 b), le Secrétariat a écrit aux gouvernements de 35 pays visés à l'article 5 pour les inviter instamment à soumettre à la 77^e réunion la prochaine tranche de leurs plans de gestion de l'élimination des HCFC (PGEH). En conséquence, les gouvernements des pays suivants : Burkina Faso², Comores³, Cuba⁴, République démocratique populaire de Corée⁵, Érythrée⁶, Éthiopie⁷, Grenade⁸, Guinée-Bissau⁹, Kenya¹⁰, Malawi¹¹, Rwanda¹², Arabie saoudite¹³, Sénégal¹⁴, Somalie¹⁵,

¹ Charger le Secrétariat de procéder à l'inclusion d'informations sur les retards dans la soumission des tranches dans le contexte de son examen de la mise en œuvre des plans d'activités aux 2^e et 3^e réunions de chaque année.

² Soumis mais retirés par la suite.

³ UNEP/OzL.Pro/ExCom/77/38.

⁴ UNEP/OzL.Pro/ExCom/77/39.

⁵ UNEP/OzL.Pro/ExCom/77/40.

⁶ UNEP/OzL.Pro/ExCom/77/43.

⁷ UNEP/OzL.Pro/ExCom/77/44.

⁸ UNEP/OzL.Pro/ExCom/77/47.

⁹ UNEP/OzL.Pro/ExCom/77/48.

¹⁰ UNEP/OzL.Pro/ExCom/77/52.

¹¹ UNEP/OzL.Pro/ExCom/77/53.

¹² UNEP/OzL.Pro/ExCom/77/59.

¹³ UNEP/OzL.Pro/ExCom/77/60.

Les documents de présession du Comité exécutif du Fonds multilatéral aux fins d'application du Protocole de Montréal sont présentés sous réserve des décisions pouvant être prises par le Comité exécutif après leur publication.

Swaziland¹⁶, Thaïlande¹⁷, Ouganda¹⁸ et Zambie¹⁹, ont soumis les tranches respectives de leurs PGEH. Par contre, les gouvernements des pays suivants n'ont pas soumis de tranche : Antigua-et-Barbuda, Barbade, Belize, Côte d'Ivoire, République démocratique du Congo, Dominique, Gabon, Guinée, Koweït, Mozambique, Myanmar, Niger, Philippines, Qatar, Timor-Leste, Togo et Yémen.

Analyse des tranches non soumises à la 77^e réunion

3. Quarante-neuf activités liées aux tranches de PGEH de 29 pays, d'une valeur totale de 8 319 705 \$US (incluant les coûts d'appui d'agence), devant être soumises à la 77^e réunion, ne l'ont pas été²⁰ comme l'indique le tableau 1.

Tableau 1. Tranches non soumises à la 77^e réunion

Pays	Agence	Tranche	Montant (avec coûts d'appui)	20% décaissé	Raison du retard des agences d'exécution	Incidence sur la conformité	Consommation de 2015 inférieure à 10% de réduction ?	Accord signé
Algérie	ONUDI	2014	154 800	Non	Mise en œuvre de l'élément investissements/seuil de décaissement de 20 %	Non	Oui	N/D
Antigua-et-Barbuda	PNUE	2015	6 610	Oui	Soumission de rapports d'avancement et de rapports financiers/décisions/entérinements du Gouvernement / modifications de l'Unité nationale de l'ozone (UNO)/changement structurel	Non	Oui	Oui
Bahamas	PNUE	2016	65 738	Oui	Suffisamment de fonds approuvés de la tranche précédente/ retards provenant de la tranche précédente	Non	Oui	Oui
Bahamas	ONUDI	2016	39 052	Oui	Agence principale non prête à présenter une soumission	Non	Oui	N/D
Bahreïn	PNUE	2016	141 250	Oui*	Signature de l'accord de subvention/Suffisamment de fonds approuvés de la tranche précédente/ retards de la tranche précédente	Non	Oui	No
Bahreïn	ONUDI	2016	1 002 211	Oui	Agence principale non prête à présenter une soumission	Non	Oui	Oui
Bangladesh	PNUE	2015	20 340	Oui	Décisions/Entérinements du Gouvernement/modifications de l'Unité nationale de l'ozone (UNO)/changement structurel	Non	Oui	Oui
Barbade	PNUD	2016	41 420	Oui*	Décisions/Entérinements du Gouvernement/modifications de l'Unité nationale de l'ozone (UNO)/changement structurel	Peu probable	Oui	Oui
Barbade	PNUE	2016	54 240	Oui	Décisions/Entérinements du Gouvernement/modifications de l'Unité nationale de l'ozone (UNO)/changement structurel	Non	Oui	Oui

¹⁴ UNEP/OzL.Pro/ExCom/77/61.

¹⁵ UNEP/OzL.Pro/ExCom/77/62

¹⁶ UNEP/OzL.Pro/ExCom/77/64.

¹⁷ UNEP/OzL.Pro/ExCom/77/65.

¹⁸ UNEP/OzL.Pro/ExCom/77/66.

¹⁹ UNEP/OzL.Pro/ExCom/77/68.

²⁰ À titre de comparaison, à la 76^e réunion, 52 tranches de 31 pays devant être soumises ne l'ont pas été.

Pays	Agence	Tranche	Montant (avec coûts d'appui)	20% décaissé	Raison du retard des agences d'exécution	Incidence sur la conformité	Consommation de 2015 inférieure à 10% de réduction ?	Accord signé
Belize	PNUD	2016	7 085	Oui	Décisions/Entérinements du Gouvernement/modifications de l'Unité nationale de l'ozone (UNO)/changement structurel	Non	Oui	Oui
Belize	PNUE	2016	108 480	Oui	Décisions/Entérinements du Gouvernement/modifications de l'Unité nationale de l'ozone (UNO)/changement structurel	Non	Oui	Oui
Burundi	PNUE	2016	39 550	Oui	Problème de sûreté /Décisions/Entérinements du Gouvernement/modifications de l'Unité nationale de l'ozone (UNO)/changement structurel /Rapport de vérification	Non	Oui	Oui
Burundi	ONUDI	2016	87 200	Oui	Rapport de vérification	Non	Oui	Oui
République centrafricaine	PNUE	2013	62 150	Oui	Problème de sûreté/ Décisions/Entérinements du Gouvernement/modifications de l'Unité nationale de l'ozone (UNO)/changement structurel	Non	Oui	Oui
Côte d'Ivoire	PNUE	2016	168 156	Oui	Rapport de vérification	Non	Oui	Oui
Côte d'Ivoire	ONUDI	2016	492 200	Oui	Rapport de vérification/Agence principale non prête à présenter une soumission	Non	Oui	Oui
République démocratique du Congo	PNUD	2015	26 160	Oui	Rapport de vérification/ Décisions/Entérinements du Gouvernement/modifications de l'Unité nationale de l'ozone (UNO)/changement structurel/ Problème de sûreté/Agence principale non prête à présenter une soumission	Peu probable	Oui	Oui
République démocratique du Congo	PNUE	2015	26 555	Oui	Rapport de vérification/Décisions/Entérine ments du Gouvernement/ modifications de l'Unité nationale de l'ozone (UNO)/changement structurel/ problème de sûreté	Non	Oui	Oui
Dominique	PNUE	2016	74 354	Oui	Décisions/Entérinements du Gouvernement/modifications de l'Unité nationale de l'ozone (UNO)/changement structurel/ Rapport de vérification	Non	Oui	Oui
Guinée équatoriale	PNUE	2016	39 550	Oui	Rapport de vérification	Non	Oui	Oui
Guinée équatoriale	ONUDI	2016	81 750	Oui	Rapport de vérification/Agence principale non prête à présenter une soumission	N/A	Oui	N/A
Gabon	PNUE	2016	56 613	Oui	Rapport de vérification	Non	Oui	Oui
Gabon	ONUDI	2016	130 691	Oui	Rapport de vérification/Agence principale non prête à présenter une soumission	Non	Oui	Oui
Guinée	ONUDI	2016	172 000	Oui	Rapport de vérification/Agence principale non prête à présenter une soumission	Non	Oui	Oui
Guinée	PNUE	2016	73 450	Oui	Rapport de vérification	Non	Oui	Oui

Pays	Agence	Tranche	Montant (avec coûts d'appui)	20% décaissé	Raison du retard des agences d'exécution	Incidence sur la conformité	Consommation de 2015 inférieure à 10% de réduction ?	Accord signé
Koweït	ONUDI	2016	1 128 684	Non	Mise en œuvre de l'élément investissements/Seuil de décaissement de 20%	Non	Oui	Oui
Koweït	PNUE	2016	371 703	Non	Suffisamment de fonds approuvés de la tranche précédente/ retards de la tranche précédente/Signature de l'accord de subvention/Seuil de décaissement de 20%	Non	Oui	Oui
Mozambique	PNUE	2016	33 900	Oui	Mise en œuvre de l'élément investissements/Décisions/Entérinements du Gouvernement/modifications de l'Unité nationale de l'ozone (UNO)/changement structurel	Non	Oui	Oui
Mozambique	ONUDI	2016	81 750	Oui	Mise en œuvre de l'élément investissements/Décisions/Entérinements du Gouvernement/modifications de l'Unité nationale de l'ozone (UNO)/changement structurel	Non	Oui	N/D
Myanmar	PNUE	2015	21 470	Oui	Décisions/Entérinements du Gouvernement/modifications de l'Unité nationale de l'ozone (UNO)/changement structurel/Suffisamment de fonds approuvés de la tranche précédente	Non	Oui	Oui
Myanmar	ONUDI	2015	65 400	N/D* - Aucune tranche actuelle	Agence principale non prête à présenter une soumission	Non	Oui	N/D
Niger	PNUE	2016	141 250	Oui	Rapport de vérification/Agence principale non prête à présenter une soumission	Non	Oui	Oui
Niger	ONUDI	2016	96 750	Oui	Rapport de vérification	Non	Oui	Oui
Pérou	PNUD	2016	26 ,891	Oui	Décisions/Entérinements du Gouvernement/modifications de l'Unité nationale de l'ozone (UNO)/changement structurel	Peu probable	Oui	Oui
Pérou	PNUE	2016	5 650	Oui	Décisions/Entérinements du Gouvernement/modifications de l'Unité nationale de l'ozone (UNO)/changement structurel	Non	Oui	Oui
Philippines	PNUE	2015	25 990	Oui	Soumission de rapports d'avancement et de rapports financiers/Rapport de vérification	Non	Oui	Non
Qatar	PNUE	2013	169 500	Oui*	Rapport de vérification/ Signature de l'accord de subvention	Non	Oui	Non
Qatar	ONUDI	2013	571 935	Oui	Décisions/Entérinements du Gouvernement/modifications de l'Unité nationale de l'ozone (UNO)/changement structurel	Non	Oui	N/D

Pays	Agence	Tranche	Montant (avec coûts d'appui)	20% décaissé	Raison du retard des agences d'exécution	Incidence sur la conformité	Consommation de 2015 inférieure à 10% de réduction ?	Accord signé
Serbie	PNUE	2016	16,329	Non	Suffisamment de fonds approuvés de la tranche précédente/ retards de la tranche précédente/Seuil de décaissement de 20%	Non	Oui	Oui
Serbie	ONUDI	2016	72 885	Non	Suffisamment de fonds approuvés de la tranche précédente/ retards de la tranche précédente/Seuil de décaissement de 20%	Non	Oui	Oui
Suriname	PNUE	2016	39,550	Oui	Suffisamment de fonds approuvés de la tranche précédente/ retards de la tranche précédente	Non	Oui	Oui
Suriname	ONUDI	2016	31,610	Oui	Décisions/Entérinements du Gouvernement/modifications de l'Unité nationale de l'ozone (UNO)/changement structurel	Non	Oui	N/D
Ancienne République yougoslave de Macédoine	ONUDI	2016	88 150	Non	Suffisamment de fonds approuvés de la tranche précédente/ Retards de la tranche précédente/Seuil de décaissement de 20%	Non	Oui	Oui
Timor-Leste	PNUD	2015	11 641	Oui	Suffisamment de fonds approuvés de la tranche précédente/ Retards de la tranche précédente	Peu probable	Oui	Oui
Timor-Leste	PNUE	2015	18 532	Oui	Mise en œuvre de l'élément investissements/Décisions/Entérinements du Gouvernement/modifications de l'Unité nationale de l'ozone (UNO)/changement structurel	Non	Oui	Oui
Togo	PNUE	2016	70 060	Oui	Décisions/Entérinements du Gouvernement/modifications de l'Unité nationale de l'ozone (UNO)/changement structurel	Non	Oui	Oui
Togo	ONUDI	2016	161 250	Oui	Agence principale non prête à présenter une soumission	Non	Oui	N/D
Turquie	ONUDI	2016	1 710 770	Non	Suffisamment de fonds approuvés de la tranche précédente /retards de la tranche précédente/Décisions/Entérinements du Gouvernement/modifications de l'Unité nationale de l'ozone (UNO)/changement structurel/ Seuil de décaissement de 20%	Non	Oui	Oui
Yémen	PNUE	2014	186 450	Non	Problème de sûreté /Rapport de vérification/Signature de l'accord/Seuil de décaissement de 20%	Oui	Aucune donnée de l'A7 ou du programme de pays (PP) pour 2015	Non
Total			8 319 705					

* Le taux global de décaissement dépasse le seuil de 20 pour cent compte tenu des décaissements de toutes les agences.

Raisons des retards et situation des PGEH

4. Les retards de soumission des tranches des PGEH sont dus aux raisons suivantes : décisions et/ou entérinements du Gouvernement et/ou modifications de l'Unité nationale de l'ozone (UNO) et/ou changement structurel (21); absence de rapport de vérification obligatoire (19); insuffisamment de fonds des tranches précédentes toujours disponibles/retards de la tranche précédente (10); décaissement en dessous du seuil de 20 pour cent des fonds approuvés pour la tranche précédente (8); retards dans la mise en œuvre de l'élément investissements (5); problème de sûretés (5); signature d'accords (4); agence principale non prête à présenter une soumission (4); ou non-soumission de rapports d'avancement et/ou de rapports financiers (2).

5. Comme l'ont expliqué les agences d'exécution visées, les retards dans la soumission de tranches qui étaient dues n'auront aucune incidence (ou n'en aurait probablement pas) sur la conformité des pays à leurs obligations au titre du Protocole de Montréal. Toutefois, dans le cas d'un pays (Yémen), il y aura probablement des incidences en raison de difficultés internes en cours, empêchant toutes activités de projet ; Le PNUE a indiqué la possibilité d'une soumission de la tranche à la 79^e réunion, mais elle dépendra essentiellement d'une amélioration de la situation dans le pays. Toutes les tranches encore dues devraient être soumises à la 78^e réunion, à l'exception de celles du Bahreïn, du Bangladesh, de la République centrafricaine, de la Serbie, de la Turquie et du Yémen, qui pourraient être soumises à la 79^e réunion ; pour ce qui est des Philippines, le PNUE a indiqué que la nouvelle date de soumission fait actuellement l'objet de discussions avec le pays.

6. Les paragraphes qui suivent décrivent brièvement les raisons des retards dans la soumission des tranches pour chaque pays.

Algérie (ONUDI) – Mise en œuvre de l'élément investissements/20 pour cent des décaissements

7. L'ONUDI a expliqué que la lenteur de ses progrès s'est manifestée essentiellement dans deux projets d'investissement dans les secteurs de la réfrigération et de la climatisation, où une entreprise a estimé les fonds reçus insuffisants pour entamer sa reconversion, tandis que la seconde entreprise a pris beaucoup de temps après l'approbation du projet avant de décider d'entreprendre la reconversion approuvée. Néanmoins, malgré les progrès réalisés depuis le rapport à la 75^e réunion, le niveau de décaissement n'a toujours pas atteint le seuil de 20 pour cent. À son avis, le retard de la soumission de la tranche n'a pas d'incidence sur la conformité, puisqu'un système de quota est en place.

Antigua-et-Barbuda (PNUE)²¹ – Soumission de rapports d'avancement et de rapports financiers/Décisions du gouvernement

8. Le PNUE a expliqué que la tranche d'Antigua-et-Barbuda n'a pas été soumise à la 77^e réunion parce que le rapport d'avancement et le rapport financier requis n'avaient pas été soumis et que le rapport sur la tranche n'avait pas été mis à jour par l'UNO. Le système de quota est au programme du Cabinet, aux fins d'approbation.

Bahamas (PNUE et ONUDI) – Suffisamment de fonds approuvés de la tranche précédente/Retards de la tranche précédente/Agence principale non prête à présenter une soumission

9. Le PNUE a expliqué que, malgré les retards des projets dus aux nouvelles procédures d'examen et d'approbation d'accords du Gouvernement, les accords ont été signés. En conséquence, le PNUE disposait de fonds suffisants pour poursuivre ses activités sans nécessiter de financement supplémentaire. L'ONUDI a indiqué qu'elle était prête à présenter une soumission, mais que l'agence principale avait décidé de ne pas soumettre la tranche à la 77^e réunion pour les raisons indiquées.

²¹ La tranche d'Antigua-et-Barbuda a été soumise à la 76^e réunion, mais elle a été retirée par la suite.

Bahreïn (PNUE et ONUDI) – Signature de l'accord de subvention/Suffisamment de fonds approuvés de la tranche précédente/Retards de la tranche précédente/Agence principale non prête à présenter une soumission

10. Le PNUE a indiqué que l'accord avec le Gouvernement devrait être signé en novembre 2016. Il a expliqué qu'il disposait de fonds suffisants provenant des tranches précédentes pour réaliser le projet. L'ONUDI a indiqué qu'elle était prête à présenter une soumission, mais que l'agence principale avait décidé de ne pas soumettre la tranche à la 77^e réunion puisqu'elle disposait de fonds suffisant pour poursuivre ses activités.

Bangladesh (PNUE) – Décisions du gouvernement

11. Le PNUE est en train d'accélérer la mise en œuvre du projet, et collabore avec le gouvernement pour organiser la formation d'agents de douane et l'atelier de formation d'instructeurs aux bonnes pratiques en octobre 2016. Le gouvernement envisage de soumettre les troisième et quatrième tranches en 2017.

Barbade (PNUD et PNUE) – Changement structurel du gouvernement

12. Le document de projet entre le gouvernement et le PNUD n'a été signé qu'au début d'octobre 2016. De nouvelles procédures d'appel d'offres et d'octroi de contrats par les institutions du gouvernement ont retardé l'achèvement de la tranche en cours.

Belize (PNUD et PNUE) – Décisions du gouvernement

13. Tous les fonds destinés aux éléments du PNUE et du PNUD ont été décaissés et les activités connexes ont été achevées. Le PNUE a expliqué que la tranche avait été préparée, mais que le gouvernement avait décidé de ne pas la soumettre en raison de problèmes non résolus découlant de son incapacité d'obtenir le co-financement prévu pour le PGEH. Le Comité exécutif est invité à demander au gouvernement du Belize de soumettre la prochaine tranche avec un plan d'action sur la possibilité de mettre en œuvre le PGEH en l'absence de cofinancement.

Burundi (PNUE et ONUDI) – Problème de sûreté/Changement structurel du gouvernement/Rapport de vérification

14. Des problèmes de sûreté subsistent dans le pays, des modifications de structure ont eu lieu au sein du gouvernement, ainsi que des retards dans la soumission du rapport de vérification. Le PNUE a néanmoins indiqué que les activités ont progressé et que la tranche devrait être soumise à la 78^e réunion.

République centrafricaine (PNUE) – Problème de sûreté/Modifications dans l'UNO

15. Des problèmes de sûreté subsistent dans le pays. Le PNUE a indiqué qu'il était en contact avec le nouvel administrateur national de l'ozone afin d'accélérer la mise en œuvre du projet.

Côte d'Ivoire (PNUE et ONUDI) - Rapport de vérification/Agence principale non prête à présenter une soumission

16. Le PNUE a indiqué que des fonds supplémentaires avaient été décaissés depuis le dernier rapport, mais que l'achèvement du rapport de vérification souffrait de retard. L'ONUDI attend que le rapport de vérification soit achevé pour faire sa prochaine soumission.

République démocratique du Congo (PNUD et PNUE) – Rapport de vérification/Modifications dans l'UNO/problème de sûreté/Agence principale non prête à présenter une soumission

17. Le PNUE a indiqué qu'un appui a été accordé à la formation du nouvel administrateur de l'ozone, mais des problèmes de sûreté subsistent encore. Le PNUD a indiqué que des difficultés logistiques liées à la distribution de matériel dans certaines régions provinciales ont été réglées avec le bureau national du PNUD et que les équipements ont été remis conformément aux plans révisés. Par contre, la vérification requise n'est toujours pas achevée. Le PNUD attend l'achèvement du rapport de vérification pour faire sa prochaine soumission.

Dominique (PNUE) – Modifications dans l'UNO/Rapport de vérification

18. Tous les accords pertinents ont été signés et un nouvel administrateur de l'Unité nationale de l'ozone a été nommé, retardant l'achèvement du rapport de vérification requis, qui n'est toujours pas terminé.

Guinée équatoriale (PNUE et ONUDI) – Rapport de vérification/Agence principale non prête à présenter une soumission

19. Le PNUE a indiqué que l'achèvement du rapport de vérification a souffert de retards et qu'il a recruté un consultant international pour aider le pays. L'ONUDI a décaissé tous les fonds approuvés et attend l'achèvement du rapport de vérification pour faire sa prochaine soumission.

Gabon (PNUE et ONUDI) – Rapport de vérification/Agence principale non prête à présenter une soumission

20. Le PNUE a indiqué que l'achèvement du rapport de vérification a souffert de retards. L'ONUDI attend l'achèvement du rapport de vérification pour faire sa prochaine soumission.

Guinée (PNUE et ONUDI) – Rapport de vérification/Agence principale non prête à présenter une soumission

21. Le PNUE a indiqué que l'achèvement du rapport de vérification a souffert de retards. L'ONUDI a décaissé 99 pour cent des fonds approuvés et attend l'achèvement du rapport de vérification pour faire sa prochaine soumission.

Koweït (PNUE et ONUDI) – Mise en œuvre de l'élément investissements/Suffisamment de fonds approuvés de la tranche précédente/Signature de l'accord de subvention/Seuil de décaissement de 20 pour cent

22. Le PNUE a indiqué qu'il restait suffisamment de fonds des tranches précédentes pour réaliser les éléments non liés aux investissements du PGEH. Il est prévu que l'accord serait signé par le gouvernement d'ici novembre 2016. L'ONUDI a indiqué que le matériel n'a toujours pas été livré parce qu'il fallait d'abord augmenter la capacité électrique des usines bénéficiaires. Le niveau global de décaissement est inférieur au seuil de 20 pour cent.

Mozambique (PNUE et ONUDI) – Mise en œuvre de l'élément investissements/Décisions du Gouvernement

23. D'autres décaissements ont eu lieu depuis le dernier rapport. Le PNUE aussi bien que l'ONUDI ont expliqué que la détermination par le Gouvernement des spécifications du matériel lié au secteur de l'entretien d'équipements de réfrigération a retardé la mise en œuvre du PGEH.

Myanmar (PNUE et ONUDI) – Modifications de l'UNO/Changement structurel/Suffisamment de fonds approuvés de la tranche précédente/Retards de la tranche précédente/ Agence principale non prête à présenter une soumission

24. D'autres décaissements ont eu lieu depuis le dernier rapport. Toutefois, une procédure interne de l'UNO visant l'utilisation des fonds transférés par le PNUE, a retardé le projet. Le PNUE a indiqué par ailleurs que la capacité du Gouvernement de mettre en œuvre le projet est limitée. Le PNUE collabore avec le pays pour accélérer la procédure interne et renforcer les capacités locales afin de mettre en œuvre le projet. En août 2016, le PNUE a mené une mission afin de former le personnel nouvellement recruté de l'UNO. L'ONUDI n'a pas reçu de financement durant la première tranche du PGEH.

Niger (PNUE et ONUDI) – Rapport de vérification/Agence principale non prête à présenter une soumission

25. La demande de tranche n'a pas pu être soumise car le rapport de vérification, préparé avec l'assistance de l'ONUDI, n'est pas achevé. Le PNUE attend l'achèvement du rapport de vérification pour présenter sa prochaine soumission.

Pérou (PNUD et PNUE) – Décisions/Entérinements du Gouvernement/modifications de l'UNO/Changement structurel

26. Le PNUD a expliqué qu'un changement apporté dans le Gouvernement en juin 2016 a été à l'origine de retards dans la mise en œuvre. Le PNUE a indiqué que le Gouvernement prépare l'instrument d'interdiction du HCFC-141b (rinçage), qui prendra effet le 1^{er} janvier 2017. Le PNUE a indiqué qu'il appuyait l'UNO par la mise en œuvre directe de certaines activités du PGEH.

Philippines (PNUE) – Rapport de vérification/Soumission de rapports d'avancement et de rapports financiers

27. Le PNUE a indiqué que le rapport d'avancement et le rapport financier requis n'ont pas été achevés et le rapport de vérification de 2015 n'est toujours pas finalisé. Le PNUE a indiqué qu'il continue de négocier avec les cadres supérieurs du Gouvernement pour trouver un moyen de faire progresser la gestion du projet.

Qatar (PNUE et ONUDI) – Rapport de vérification/Signature de l'accord de subvention/Modifications dans l'UNO

28. Le PNUE a indiqué que le nouveau plan d'action n'a été approuvé qu'en août 2016, que l'accord devrait être signé en décembre 2016, et que le rapport de vérification requis n'était pas achevé. L'ONUDI a expliqué que les retards enregistrés étaient dus à l'absence d'un UNO pendant plus de deux ans.

Serbie (PNUE et ONUDI) – Suffisamment de fonds approuvés de la tranche précédente/Retards de la tranche précédente/Seuil de décaissement de 20 pour cent

29. Le PNUE a indiqué qu'il procédera à la mise en œuvre directe pour exécuter le PGEH puisque le Ministère ne pouvait pas signer d'accord avec le PNUE. Le niveau global de décaissement est inférieur au seuil de 20 pour cent.

Suriname (PNUE et ONUDI) – Suffisamment de fonds approuvés de la tranche précédente/Retards de la tranche précédente/Décisions du Gouvernement/Modifications dans l'UNO

30. Le PNUE a expliqué que le faible taux de décaissement était dû aux retards dans la finalisation de l'accord. L'ONUDI a indiqué que le gouvernement avait des problèmes de dotation en personnel de l'unité de l'ozone et qu'elle préférerait reporter sa soumission à l'année prochaine.

Ancienne République yougoslave de Macédoine (ONUDI) – Suffisamment de fonds approuvés de la tranche précédente/Retards de la tranche précédente/Seuil de décaissement de 20 pour cent

31. L'ONUDI a indiqué qu'un consultant a été recruté et que des activités de formation avaient été planifiées mais que l'objectif de décaissement de 20 pour cent n'avait pas été atteint.

Timor-Leste (PNUD et PNUE) – Élément d'investissement/Suffisamment de fonds approuvés de la tranche précédente/Modifications dans l'UNO

32. Le PNUD a expliqué qu'en raison de contraintes de capacité dans le bureau national de l'ozone, la mise en œuvre des première et deuxième tranches se poursuit encore avec le solde des fonds destiné à appuyer toutes les activités prévues jusqu'en décembre 2017. Le PNUE a indiqué que l'acquisition des matériels de formation a connu des retards.

Togo (PNUE et ONUDI) – Modifications de l'UNO/Changement structurel/ Agence principale non prête à présenter une soumission

33. Le PNUE a indiqué que des changements dans l'UNO ont retardé la soumission de la prochaine tranche. L'ONUDI a indiqué qu'elle attendait une décision de l'agence principale (PNUE) pour faire sa soumission.

Turquie (ONUDI) – Suffisamment de fonds approuvés de la tranche précédente/Retards de la tranche précédente/ Décisions du gouvernement/Seuil de décaissement de 20 pour cent

34. L'ONUDI a expliqué que des modifications dans le gouvernement et des problèmes de sûreté en 2016 avaient retardé la soumission de la prochaine tranche. Le niveau global de décaissement est inférieur au seuil de 20 pour cent.

Yémen (PNUE) – Problème de sûreté/Rapport de vérification/Signature de l'accord/Seuil de décaissement de 20 pour cent

35. Le PNUE a expliqué que des problèmes de sûreté dans le pays ont résulté en l'expiration de l'accord sur le projet ; que le rapport de vérification n'avait pas été achevé ; et que le niveau global de décaissement est inférieur au seuil de 20 pour cent. Le PNUE a indiqué qu'en raison de l'absence de progrès dans les activités, le pays risquait d'être en situation de non-conformité. Les données de l'A7 et du PP pour 2015 n'avaient pas été soumis, mais les données de 2014 indiquaient que le pays était en conformité avec le gel.

Tranches soumises mais retirées après discussion avec le Secrétariat

36. Le tableau 2 présente des tranches de la phase I des PGEH qui ont été soumises à la 77^e réunion mais qui ont été retirées par la suite par les agences responsables durant le processus d'examen des projets, à la suite d'entente sur les coûts liée aux changements des données de la consommation.

Tableau 2. Tranches soumises mais retirées après discussion avec le Secrétariat

Pays	Agence	Tranche	Montant (avec coûts d'appui)	Raison du retrait	Incidence sur la conformité	Consommation de 2015 inférieure à la réduction de 10%	Accord signé	Nouvelle date de soumission (réunion)
Burkina Faso	PNUE	Troisième (2016)	142 493	Accord sur les coûts liés aux changements des données de la consommation	Non	Oui	Oui	78 ^e
Burkina Faso	ONUDI	Troisième (2016)	108 891	Accord sur les coûts liés aux changements des données de la consommation	Non	Oui	Oui	78 ^e
Total			251 384					

Recommandations

37. Le Comité exécutif est invité :

- a) À noter :
 - i) Le rapport sur les retards dans la soumission des tranches contenu dans le document PNUE/OzL.Pro/ExCom/77/6 ;
 - ii) Les informations sur les retards dans la soumission des tranches au titre des plans de gestion de l'élimination des HCFC (PGEH) soumis par le PNUD, le PNUE et l'ONUDI ;
 - iii) Que 42 des 91 activités liées aux tranches des PGEH devant être soumises à la 77^e réunion avaient été soumises dans les délais et que deux de ces tranches ont été retirées à la suite de discussions avec le Secrétariat ;
 - iv) Que les agences d'exécution responsables ont indiqué que la soumission tardive des tranches des PGEH due à la dernière réunion de 2016 n'aurait aucune incidence sur la conformité au Protocole de Montréal, à l'exception d'un pays, et qu'il n'y avait aucune indication qu'aucun de ces pays n'étaient en situation de non-conformité en 2014 pour le gel de 2013 de la consommation de HCFC, ni de la réduction de 10 pour cent en 2015 pour les pays qui avaient communiqué les données de 2015 ; et
- b) À charger le Secrétariat d'envoyer aux gouvernements intéressés des lettres sur les décisions relatives aux retards dans la soumission des tranches, comme il est indiqué dans l'Annexe I au présent rapport.

Annexe I

**LETTRES À ENVOYER AUX GOUVERNEMENTS INTÉRESSÉS
SUR LES RETARDS DANS LA SOUMISSSION DES TRANCHES**

Pays	Opinions exprimées par le Comité exécutif
Algérie	Notant que les retards dans le lancement de deux projets d'investissement ont été réglés et invitant instamment le Gouvernement de l'Algérie à collaborer avec l'ONUDI pour que la troisième tranche (2014) puisse être soumise à la 78 ^e réunion avec un plan révisé de manière à tenir compte de la réallocation de la tranche de 2014 et des tranches ultérieures, à condition que le seuil de 20 pour cent de décaissement pour le financement de la tranche précédente soit atteint.
Antigua-et- Barbuda	Notant que la deuxième tranche (2015) du PGEH n'a pas été soumise et invitant instamment le gouvernement d'Antigua-et-Barbuda à achever le processus d'approbation du système de quota, à soumettre au PNUE les rapports d'avancement et financier requis, et à collaborer avec le PNUE pour que la deuxième tranche puisse être soumise à la 78 ^e réunion avec un plan révisé de manière à tenir compte de la réallocation de la tranche de 2015 et des tranches ultérieures.
Bahamas	Notant que l'accord n'avait été signé que durant le premier semestre de 2016 et que la mise en œuvre était en cours, et invitant instamment le gouvernement de Bahamas à collaborer avec le PNUE et l'ONUDI pour que la troisième tranche (2016) puisse être soumise à la 78 ^e réunion.
Bahreïn	Notant que les retards des tranches antérieures ont été résolus et invitant instamment le gouvernement de Bahreïn à signer l'accord de subvention avec le PNUE et à collaborer avec le PNUE et l'ONUDI pour que la troisième tranche (2016) puisse être soumise à la 78 ^e ou 79 ^e réunion.
Bangladesh	Notant l'effort d'accélérer la mise en œuvre du projet et la planification d'ateliers de formation, et invitant instamment le gouvernement du Bangladesh à collaborer avec le PNUE pour que la troisième tranche (2015) puisse être soumise à la 78 ^e ou 79 ^e réunion avec un plan révisé de manière à tenir compte de la réallocation de la tranche de 2015 et des tranches ultérieures.
Barbade	Notant que le document de projet n'a été signé que le 7 octobre 2016, mais que de nouvelles procédures administratives retardent l'achèvement de la tranche actuelle et invitant instamment le gouvernement de Barbade à collaborer avec le PNUD et le PNUE pour que la deuxième tranche (2016) puisse être soumise à la 78 ^e réunion.
Belize	Notant que le gouvernement de Belize n'a pas obtenu le co-financement en supplément au financement approuvé pour le PGEH et invitant instamment le gouvernement à collaborer avec le PNUE et le PNUD afin de soumettre au Comité exécutif à sa 78 ^e réunion un plan d'action révisé pour la deuxième tranche (2016) et les tranches ultérieures aux fins de la mise en œuvre du PGEH en l'absence de co-financement.
Burkina Faso	Notant que la troisième tranche (2016) soumise à la 77 ^e réunion a été retirée par les agences d'exécution intéressées, et invitant le gouvernement du Burkina Faso à collaborer avec le PNUE et l'ONUDI pour résoudre tous les problèmes pertinents avec les données sur la consommation de HCFC, pour que la troisième tranche (2016) puisse être soumise de nouveau à la 78 ^e réunion.
Burundi	Notant que des problèmes de sûreté restent présents, que des changements structurels ont été apportés au Gouvernement, et que le rapport de vérification requis n'a pas été achevé, et invitant instamment le gouvernement de Burundi à collaborer avec le PNUE pour terminer le rapport de vérification et à collaborer avec le PNUE et l'ONUDI pour couvrir tous les problèmes pertinents et soumettre la troisième tranche (2016) à la 78 ^e réunion.

Pays	Opinions exprimées par le Comité exécutif
République centrafricaine	Notant que des problèmes de sûreté persistent et qu'un nouvel administrateur de l'ozone a été nommé, mais que le programme de pays de 2015 n'a pas été soumis, et invitant instamment le gouvernement à collaborer avec le PNUE pour accélérer la mise en œuvre de la tranche existante afin que la deuxième tranche (2013) puisse être soumise à la 78 ^e ou 79 ^e réunion avec un plan révisé de manière à tenir compte de la réallocation de la tranche de 2013 et des tranches ultérieures.
Côte d'Ivoire	Notant que l'achèvement du rapport de vérification requis a été retardé, et invitant instamment le gouvernement de la Côte d'Ivoire à collaborer avec le PNUE afin de terminer le rapport de vérification pour permettre au PNUE et à l'ONUDI de soumettre la troisième tranche (2016) à la 78 ^e réunion.
Congo (République démocratique du)	Notant les changements intervenus dans l'Unité nationale de l'ozone et les problèmes persistants de sûreté, et que le rapport de vérification requis n'a pas été achevé, et invitant instamment le gouvernement de la République démocratique du Congo à collaborer avec le PNUE pour achever le rapport de vérification et à collaborer avec le PNUD et le PNUE afin que la troisième tranche (2015) du PGEH puisse être soumise à la 78 ^e réunion avec un plan révisé de manière à tenir compte de la réallocation de la tranche de 2015 et des tranches ultérieures.
Dominique	Notant que la vérification requise n'a pas été réalisée et invitant instamment le Gouvernement de la Dominique à collaborer avec le PNUE pour achever la vérification afin que la deuxième tranche (2016) puisse être soumise à la 78 ^e réunion.
Guinée équatoriale	Notant que la vérification requise n'a pas été réalisée et invitant instamment le gouvernement de la Guinée équatoriale à collaborer avec le PNUE pour achever la vérification et à collaborer avec le PNUE et l'ONUDI pour soumettre la troisième tranche (2016) à la 78 ^e réunion.
Gabon	Notant que la vérification requise n'a pas été réalisée et invitant instamment le gouvernement du Gabon à collaborer avec le PNUE pour achever le rapport de vérification et à collaborer avec le PNUE et l'ONUDI pour soumettre la troisième tranche (2016) à la 78 ^e réunion.
Guinée	Notant que la vérification requise n'a pas été réalisée et invitant instamment le gouvernement de la Guinée à collaborer avec le PNUE pour achever le rapport de vérification et à collaborer avec le PNUE et l'ONUDI pour soumettre la troisième tranche (2016) à la 78 ^e réunion.
Koweït	Notant que le taux global de décaissement de la deuxième tranche du PGEH était en-dessous du seuil de décaissement de 20 pour cent, que l'accord avec le PNUE était toujours en suspens, et que la livraison des matériels a été retardée, et invitant instamment le gouvernement du Koweït à collaborer avec l'ONUDI pour accélérer la réalisation des activités prévues et à collaborer avec le PNUE pour la signature de l'accord, de manière que la troisième tranche (2016) puisse être soumise à la 78 ^e réunion, sous réserve que le seuil de décaissement de 20 pour cent puisse être atteint.
Mozambique	Notant la présence de retards en raison de la détermination des spécifications du matériel pour l'élément d'investissement du PGEH, et invitant instamment le gouvernement du Mozambique à collaborer avec le PNUE et l'ONUDI pour achever les activités afin de permettre la soumission de la troisième tranche (2016) à la 78 ^e réunion.
Myanmar	Notant que des procédures internes ont retardé la mise en œuvre du PGEH, et invitant instamment le gouvernement de Myanmar à collaborer avec le PNUE pour accélérer l'exécution des activités, de manière que la deuxième tranche (2015) puisse être soumise à la 78 ^e réunion, avec un plan d'action révisé de manière à tenir compte de la réallocation de la tranche de 2015 et des tranches ultérieures.
Niger	Notant que le rapport de vérification requis n'a pas été achevé, et invitant instamment le gouvernement du Niger à collaborer avec l'ONUDI pour soumettre le rapport de vérification et à collaborer avec le PNUE et l'ONUDI afin de permettre la soumission de la deuxième tranche (2016) à la 78 ^e réunion.

Pays	Opinions exprimées par le Comité exécutif
Pérou	Notant le changement apporté au Gouvernement et invitant instamment le gouvernement du Pérou à collaborer le PNUD et le PNUE pour accélérer la réalisation des activités, afin de permettre la soumission de la troisième tranche (2016) à la 78 ^e réunion.
Philippines	Notant que le rapport de vérification requis, le rapport d'avancement et le rapport financier n'ont pas été achevés, et invitant instamment le gouvernement des Philippines à collaborer avec le PNUE pour soumettre le rapport de vérification et à achever les rapports d'avancement et financier requis pour permettre la soumission de la deuxième tranche (2015) à la 78 ^e réunion avec un plan d'action révisé de manière à tenir compte de la réallocation de la tranche de 2015 et des tranches ultérieures.
Qatar	Notant que l'accord avec le PNUE n'a pas été signé, que le rapport de vérification requis n'a pas été achevé et qu'un administrateur national de l'ozone n'a pas été nommé par les autorités compétentes, et invitant le gouvernement du Qatar à nommer un nouveau administrateur national de l'ozone, et demandant instamment le gouvernement à collaborer avec le PNUE pour signer l'accord pertinent et achever le rapport de vérification, et à collaborer avec le PNUE et l'ONUDI pour terminer les activités, de manière à permettre la soumission de la deuxième tranche (2013) à la 78 ^e réunion avec un plan d'action révisé de manière à tenir compte de la réallocation de la tranche de 2013 et des tranches ultérieures.
Serbie	Notant que le gouvernement avait accepté que le PNUE puisse recourir à la mise en œuvre directe pour exécuter le PGEH et invitant instamment le gouvernement de la Serbie à collaborer avec le PNUE and ONUDI pour accélérer l'exécution des activités, afin de permettre la soumission de la troisième tranche (2016) à la 78 ^e ou 79 ^e réunion sous réserve que le seuil de décaissement de 20 pour cent puisse être atteint.
Suriname	Notant que les tranches précédentes ont souffert de retards et que l'unité de l'ozone a connu des problèmes de dotation, et invitant instamment le gouvernement du Suriname à collaborer avec le PNUE et l'ONUDI pour accélérer l'exécution des activités, afin de permettre la soumission de la troisième tranche (2016) à la 78 ^e réunion.
Ancienne République yougoslave de Macédoine	Notant que le seuil de décaissement de 20 pour cent n'a pas été atteint et invitant instamment le gouvernement de l'Ancienne République yougoslave de Macédoine à collaborer avec l'ONUDI pour achever les activités afin de permettre la soumission de la septième tranche (2016) à la 78 ^e réunion, sous réserve que le seuil de décaissement de 20 pour cent puisse être atteint.
Timor-Leste	Notant les retards dans l'acquisition des matériels de formation ainsi que les changements dans le Bureau national de l'ozone, et invitant instamment le gouvernement du Timor-Leste à collaborer avec le PNUD et le PNUE pour accélérer l'exécution du PGEH, afin de permettre la soumission de la troisième tranche (2015) à la 78 ^e réunion avec un plan d'action révisé de manière à tenir compte de la réallocation de la tranche de 2015 et des tranches ultérieures.
Togo	Notant le chargement dans l'Unité nationale de l'ozone et invitant instamment le gouvernement du Togo à collaborer avec le PNUE et l'ONUDI pour accélérer la mise en œuvre afin de permettre la soumission de la troisième tranche (2016) à la 78 ^e réunion.
Turquie	Notant les problèmes de sûreté et le changement dans le Gouvernement et invitant instamment le gouvernement de la Turquie à collaborer avec l'ONUDI pour accélérer la mise en œuvre afin de permettre la soumission de la troisième tranche (2016) à la 78 ^e ou 79 ^e réunion, sous réserve que le seuil de décaissement de 20 pour cent puisse être atteint.

Pays	Opinions exprimées par le Comité exécutif
Yémen	Notant les difficultés à terminer le rapport de vérification des objectifs nationaux de consommation ,ainsi que les problèmes internes actuels du pays, et invitant instamment le gouvernement du Yémen à collaborer avec le PNUE pour terminer le rapport de vérification et accélérer la mise en œuvre du projet, afin de permettre la soumission de la deuxième tranche (2014) à la 78 ^e ou 79 ^e réunion, avec un plan d'action révisé de manière à tenir compte de la réallocation de la tranche de 2014 et des tranches ultérieures, et de soumettre les données du programme de pays de 2015 et de l'Article 7.